

# édito

AFL

L'AFL a connu une fin d'année 2016 hésitante, au même titre assurément que la majorité des mouvements éducatifs ; et, pour les mêmes raisons qui ont à voir avec l'incertitude ambiante de la vie politique, économique, éducative. Il était improbable, voici encore peu de temps, d'imaginer de tels renoncements dont certains nous ont ramenés aux années qui précéderent directement la seconde guerre mondiale... Mais, hésitante aussi pour des raisons internes. En effet, depuis 2014, l'AFL a vécu sur l'investissement de ses membres afin de produire une nouvelle plateforme numérique offrant un accès encore plus efficace à un perfectionnement technique – plus que jamais nécessaire – de la lecture. Ce matériel est opérationnel depuis le mois de novembre et tous ses concepteurs ressentent qu'il leur permettra de rencontrer des publics qui ouvriront de nouvelles perspectives de démocratisation de l'usage du langage écrit, comme outil de pensée.

Deux scénarios se sont alors précisés quant au présent immédiat de l'association. L'un, soucieux de sa fragilité économique et de son amenuisement militant, souhaitait mettre fin au plus vite aux ultimes charges matérielles et salariales d'un centre national créé voici plus de 35 ans, et prendre le temps d'inventer un fonctionnement administrativement décentralisé alliant poursuite des recherches autour de la « raison graphique » et « commercialisation » de ses productions. L'autre,

estimant que cette nouvelle plateforme serait un succès, voulait rassembler autour de l'infrastructure existante les dernières énergies afin de faire connaître au plus vite cet outil au sein des réseaux et des institutions dans lesquels la bataille de la lecture allait encore être conduite ; et l'AFL renouvelée.

Malgré la meilleure volonté de part et d'autre, les deux démarches n'ont pas semblé aisément compatibles. Personne ne saura jamais dire si celle qui a été retenue était meilleure que celle qui ne l'a pas été. Mais, ce qui a sans doute rassuré dans le choix ultime, c'est qu'un repli temporaire le temps d'installer cette décentralisation restait toujours possible si le scénario « activiste » retenu échouait et, *a fortiori*, s'il réussissait. L'inverse, non. Mobilisons alors toutes nos forces, par delà nos analyses différentes, afin de tester en quoi cette nouvelle plateforme **Elsa** répond aux attentes réelles de tous ceux qui ne se résignent pas à ce que le niveau collectif de maîtrise de l'écrit demeure si éloigné de celui qu'exige l'implication du plus grand nombre dans la vitale transformation d'un monde décidément si mal mené...

Il n'empêche qu'il s'en est fallu de l'intelligence de chacun pour que ces deux positions parviennent à se rejoindre et se renforcent même d'anciens et de nouveaux militants. Si le bureau de l'AFL a décidé d'évoquer cette conjoncture dans le premier édito des Actes de Lecture de 2017, c'est qu'il y voit une conséquence révélatrice des rapports de ces trente dernières années entre les mouvements d'Éducation et l'État – rapports que les préoccupations affichées de l'année électorale qui s'annonce risquent peu d'inverser... En effet, jusqu'à la décennie 80, ces mouvements étaient subventionnés pour ce qu'ils avaient d'original, d'utopique, voire de subversif, dans leur propre domaine de recherche, d'expérimentation et de formation. Les ministres (de droite) que leurs responsables rencontraient affirmaient, avec cynisme et humour, que

l'implication des militants (de gauche) de ces mouvements entretenait le système éducatif en état de vibration, l'empêchant ainsi d'attacher au fond et, même, inspirait parfois des mesures que les gouvernements (de droite) pouvaient reprendre en prenant toutefois la précaution de les émettre afin que surtout *rien ne change*. Néanmoins, ces territoires *ambigus* ont su demeurer des lieux intenses de créativité, de production et d'exigence méthodologique qui maintenaient largement ouvert l'espoir d'une société éducatrice rompant avec l'école de Jules Ferry.

C'est à partir des années 82/83 que, sous le couvert mystérieux de rappeler le droit de chaque enseignant à l'innovation, les subventions aux organisations nationales (mouvements pédagogiques comme INRP) ont été réduites et la recherche progressivement déléguée aux disciplines universitaires retenues – en dehors de toute expérimentation contrôlée de quelque ampleur – pour constituer les Sciences de l'Éducation. De chantiers où tentait, malgré tout, de se concevoir une éducation nouvelle pour une *société nouvelle*, les mouvements pédagogiques ont dû, pour survivre, se comporter comme des prestataires proposant des actions localisées compatibles avec l'idéologie dominante de la *société actuelle*. En moins de quarante ans, les raisons de *travailler-ensemble-vers-des-lendemain-qui-chantent* à l'origine de la majorité d'entre eux se sont fâcheusement amenuisées... Et, de ce fait, précarité, repli sur soi, refuge vers ce qui pourrait être encore des sources de financement, concurrence plutôt que coopération et ouverture – tout cela, clairement à l'encontre de ce qui est la racine même de l'Éducation nouvelle : l'insoumission, l'impertinence, l'audace, l'humour, la créativité, l'intelligence collective, la confrontation des démarches innovantes, l'expérimentation contrôlée, le chemin cognitif qui, à tout âge et en tout lieu, va inlassablement *de l'acte qui transforme à la pensée qui modélise* (Wallon et Langevin).

Était-il nécessaire que la recherche *en* éducation soit retirée aux acteurs eux-mêmes pour devenir de la recherche universitaire *sur* l'éducation précisément au moment où le capitalisme organise la « crise » mondiale dont il a besoin pour devenir pleinement financier et où, en France, la gauche a été portée au pouvoir ? L'histoire le dira mais force est de reconnaître, 35 ans après, que la conjonction de ces trois événements a participé à la venue des temps actuels où domine ce sentiment douloureux de rendez-vous manqués, d'horizons bornés, d'individualisme, de gâchis et de tristesse. Bref, agitation stérile ou démobilisation : alternative à laquelle le système éducatif n'échappe pas...

La raison d'être d'un mouvement d'éducation nouvelle ne peut alors consister à remplir les tâches dont est contraint de se débarrasser un service public sagement mis en échec afin d'offrir des marchés à des officines privées vendant de la « réussite individuelle ». Sa raison d'être n'est pas de compléter un système défaillant mais d'en expérimenter d'autres axes sur la « promotion collective ». Comme lors du Front populaire ou des années qui ont suivi la Libération, c'est bien d'inventer un avenir rompant avec la logique d'un passé – dont le présent résulte – qu'il s'agit. Cette invention ne sera pas celle d'un mouvement dominant mais de la complémentarité de tous ceux qui, *ici et maintenant*, s'engagent dans la production d'actions nouvelles et différentes afin de mieux comprendre comment ne cesse de s'inventer l'avenir. C'est cette dynamique collective qui fait peur aux classes dominantes et le moyen le plus assuré de la combattre consiste à instaurer de la précarité et donc de la concurrence entre les dominés.

La situation du monde est donc explosive. Il dépend de nous que l'année 2017 ouvre une période passionnante d'invention collective. Afin de bien être au rendez-vous... ● L'AFL